

**Réunion des États parties à la Convention  
sur l'interdiction de la mise au point,  
de la fabrication et du stockage des  
armes bactériologiques (biologiques)  
ou à toxines et sur leur destruction**

10 novembre 2009  
Français  
Original: anglais

**Réunion de 2009**

Genève, 7-11 décembre 2009

Point 8 de l'ordre du jour provisoire

**Rapport de l'Unité d'appui à l'application**

(y compris le rapport sur la participation  
à la mise en œuvre des mesures de confiance)

**Rapport de l'unité d'appui à l'application pour 2009**

**Document soumis par l'Unité d'appui à l'application\***

*Résumé*

Dans le présent rapport, l'Unité d'appui à l'application décrit les activités qu'elle a menées en 2009 dans le cadre du mandat qui lui a été confié à la sixième Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention, en matière d'appui administratif et d'application intégrale de la Convention, de promotion de l'universalisation de la Convention, et d'échange d'informations dans le cadre des mesures de confiance. La Conférence a décidé que l'Unité d'appui soumettrait «chaque année à tous les États parties, par écrit, un rapport succinct sur les activités» qu'elle aurait menées (BWC/CONF.VI/6, troisième partie, par. 6).

## I. Introduction

1. L'Unité d'appui à l'application a poursuivi ses activités en 2009, conformément aux décisions et recommandations de la sixième Conférence d'examen (BWC/CONF.VI/6). Elle est financée par les États parties à la Convention et fait partie du Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU, qui lui fournit les services administratifs nécessaires. Son personnel se compose de trois personnes: M. Richard Lennane, Chef de l'Unité d'appui; M. Piers Millett, spécialiste des questions politiques; et M<sup>me</sup> Ngoc Phuong Huynh, spécialiste des questions politiques (adjointe de première classe). Entre août et décembre 2009, ils ont aussi reçu l'aide d'un stagiaire, M. Eben Lindsey.

\* Document soumis après la date limite, dès que le secrétariat a pu disposer des informations à y inclure.

2. Depuis son dernier rapport, soumis en décembre 2008 (BWC/MSP/2008/3), l'Unité d'appui, agissant dans l'exercice de son mandat, a mené des activités consistant à: fournir un appui administratif pour la Convention; faciliter son application; appuyer les mesures de confiance; aider la présidence et les États parties à promouvoir l'universalisation.

## II. Appui administratif à la Convention

3. L'Unité a assuré les services techniques de secrétariat pour les réunions tenues en 2009 au titre de la Convention, fournissant les services requis pour la Réunion d'experts (24-28 août) et la Réunion des États parties (7-11 décembre), et appuyant le Président dans ses activités. Elle a notamment rédigé et publié les communications adressées aux États parties, aux organisations internationales et aux organisations non gouvernementales; rédigé les discours et autres supports écrits du Président; pris en charge les inscriptions aux réunions; effectué des recherches et élaboré les documents de fond<sup>1</sup>; établi les documents et les rapports des réunions; produit les documents de travail; et donné au Président et aux États parties des avis sur des questions techniques, de procédure ou de fond.

4. Dix États parties et un État non partie à la Convention ont demandé une assistance par l'intermédiaire de l'Unité pour pouvoir envoyer des participants à la Réunion d'experts. Quatre États parties ont aussi demandé une assistance pour envoyer des représentants à la Réunion des États parties. À la suite d'entretiens avec l'Unité, trois États parties ont fourni une assistance bilatérale, ce qui a permis à des experts de 10 États parties de se rendre de leur capitale à Genève pour participer à la Réunion d'experts. À la date de soumission du présent rapport, les consultations se poursuivaient avec les quatre États parties ayant demandé une assistance pour envoyer des représentants à la Réunion des États parties.

5. L'Unité a considérablement remanié et développé son site Web (<http://www.unog.ch/bwc>) de façon à en renforcer l'utilité pour les États parties et à le rendre plus facile à utiliser. Ce site constitue le support principal de diffusion des informations relatives à la Convention en provenance ou à destination des États parties. Il présente des informations actualisées sur les réunions et les activités connexes, et permet de s'inscrire en ligne pour les réunions, de consulter les documents officiels, les déclarations, les communiqués de presse, les documents de fond, ou encore les informations sur les activités pertinentes d'autres organisations, et d'accéder à des liens utiles ainsi qu'à la liste des États parties. Il contient aussi un certain nombre d'outils en ligne dont la maintenance est assurée par l'Unité, notamment la Base de données sur les mesures prises à l'échelon national pour appliquer la Convention et des Recueils des activités nationales (voir plus bas la section sur l'application). De plus, l'Unité a fait l'essai d'une vidéodiffusion en continu sur Internet de la Réunion d'experts, puis elle a affiché la vidéo de la réunion sur le site Web.

6. Donnant suite à la demande faite expressément à la sixième Conférence des États parties, l'Unité a assuré la maintenance de la section à accès restreint de son site Web et a continué de l'étoffer (<http://www.unog.ch/bwc/restricted>). Seuls les États parties peuvent s'y connecter en indiquant leur nom d'utilisateur et leur mot de passe. Cette section du site

---

<sup>1</sup> Voir par exemple les documents intitulés «Actualité récente aux échelles internationale, régionale et non gouvernementale en matière de surveillance, de dépistage, de diagnostic et de confinement des maladies» (BWC/MSP/2009/MX/INF.2), «Accords et ententes antérieurs, inscrits dans la Convention, en rapport avec le renforcement des capacités en matière de surveillance, de dépistage, de diagnostic et de confinement des maladies» (BWC/MSP/2009/MX/INF.3) et «Assistance et renforcement des capacités offerts dans d'autres instances internationales» (BWC/MSP/2009/MX/INF.4).

Web renferme les coordonnées des points de contact pour chaque pays, les versions électroniques des déclarations soumises dans le cadre des mesures de confiance, ainsi que des informations sur les résultats des initiatives visant à promouvoir l'universalisation de la Convention. En 2009, l'Unité d'appui a ajouté une nouvelle section donnant des précisions pour obtenir ou fournir une assistance aux fins de l'application (voir la section sur l'application ci-dessous). Quarante-cinq États parties ont jusqu'ici accédé à la section à accès restreint du site Web en 2009. L'un d'entre eux a indiqué qu'il y avait accédé en moyenne plus d'une fois par jour; sept d'entre eux plus d'une fois par semaine; 18 plus d'une fois par mois; 19 autres au moins une fois.

7. L'Unité a également continué de suivre l'évolution des sciences et de la technologie. Outre les documents de fond officiels soumis à la Réunion d'experts, l'Unité a continué de mettre à jour la section de son site Web consacrée aux sciences et à la technologie. Cette section regroupe les informations recueillies par l'Unité au fil de ses recherches et de ses échanges avec les divers organes internationaux, régionaux et nationaux ayant des compétences dans les domaines scientifiques et technologiques pertinents. Des informations détaillées sur ces questions seront présentées dans un document de fond établi pour la Réunion des États parties. L'Unité a également coopéré avec diverses communautés scientifiques afin de les aider à développer leurs moyens de traiter les questions des doubles usages. L'Unité a coordonné l'ajout d'une composante relative à la sécurité aux modalités du concours international de machines mises au point par génie génétique, et elle continue d'œuvrer en faveur d'un développement sans risques de la biologie synthétique en concertation avec les groupes industriels, les organes scientifiques et les autorités nationales. L'Unité a également participé activement au Groupe de travail sur la sûreté et la sécurité de la communauté des biologistes amateurs, pour faire en sorte que les particuliers qui souhaitent pratiquer la biologie hors du cadre formel des universités et de l'industrie puissent le faire en toute sécurité et sûreté.

8. À la demande du Président, l'Unité d'appui a entretenu des contacts réguliers avec les organisations internationales dont les activités ont un rapport avec la Convention et les réunions de 2009, notamment le Centre européen pour la prévention et le contrôle des maladies (ECDC); le Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie (CIGGB); le Centre international de la science et de la technologie; le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies; le Comité international de la Croix-Rouge (CICR); l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR); la Commission européenne; l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE); l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO); l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol); l'Organisation mondiale de la santé (OMS); l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE); l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC); le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Depuis mai 2009, l'Unité est engagée dans un partenariat officiel avec l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI).

9. Également à la demande du Président, l'Unité a contacté un certain nombre d'institutions et associations scientifiques, professionnelles, commerciales et universitaires, ainsi que des organisations non gouvernementales dont les travaux présentent un intérêt pour ses activités. Elle a ainsi pu recueillir des idées et des informations qui l'ont éclairée pour soutenir l'action menée par les États parties. Bon nombre des organisations ainsi contactées par l'Unité ont participé à la Réunion d'experts et à la Réunion des États parties.

10. À la demande de l'Indonésie et de la Norvège, l'Unité a accueilli avec ces deux États parties un atelier sur le thème: La Convention sur les armes biologiques à l'appui de la santé mondiale – Réduction du risque biologique par un renforcement des capacités en

matière de sécurité sanitaire, qui s'est tenu à Oslo les 18 et 19 juin 2009. À la demande du Canada et du Kazakhstan et conjointement avec ces deux États parties, l'Unité a organisé à Astana, les 16 et 17 septembre 2009, un Séminaire régional de sensibilisation à la Convention sur les armes biologiques et un Atelier de renforcement des capacités dans le cadre de la Convention. Elle s'est associée à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour organiser le 21 août 2009, à Genève, un atelier pour les membres des délégations présentes à la Réunion d'experts, portant sur le Règlement sanitaire international révisé de l'OMS. À sa demande, l'Unité a aidé le Royaume d'Arabie saoudite à organiser l'Atelier sur la Convention sur les armes biologiques à Riyad, les 20 et 21 octobre 2009. Dans le cadre de l'initiative conjointe de l'Union européenne en faveur de la Convention, elle a également organisé l'Atelier international sur le renforcement de la coopération au titre de l'article X aux fins de la surveillance, du dépistage, du diagnostic et du confinement des maladies, qui s'est tenu à Bruxelles, les 11 et 12 novembre 2009.

11. L'Unité a également accepté l'invitation qui lui était faite de participer à un certain nombre de réunions et de manifestations tout au long de l'année. Ces manifestations ont présenté un intérêt pour la Convention et les travaux de l'Unité, notamment ses activités visant à faciliter la mise en œuvre des décisions et recommandations de la sixième Conférence d'examen. Elles ont aussi été l'occasion de mener des opérations de sensibilisation et d'information sur la Convention et ses dispositions. L'annexe I (en anglais seulement) présente la liste complète des manifestations auxquelles l'Unité a pris part en 2009.

### **III. Application de la Convention**

12. Cinq États parties ont contacté l'Unité afin qu'elle leur prête assistance pour l'application de la Convention à l'échelon national. L'un d'eux a demandé une assistance d'ordre général pour la mise en œuvre de la Convention à l'échelle du pays. L'Unité a aiguillé l'État partie sur l'Initiative conjointe de l'Union européenne à l'appui de la Convention sur les armes biologiques. Un État partie a demandé assistance pour étudier la législation se rapportant à la Convention, former les agents de l'application des lois et aider à renforcer les capacités en matière de lutte contre le trafic illicite de matières biologiques. Un autre État partie a aussi demandé assistance pour former les agents de l'application des lois ainsi que pour former au diagnostic et au dépistage des agents biologiques. L'Unité mène actuellement des discussions avec les prestataires compétents afin d'obtenir d'eux l'assistance requise par ces États parties. Enfin, deux États parties ont demandé à disposer d'exemples de législation dans leur langue pour la mise en œuvre de la Convention. L'Unité s'efforce actuellement de leur fournir ces textes. Elle demeure en contact avec les États parties qui l'ont sollicitée et continuera de fournir une assistance et de servir de centre d'échange d'informations conformément à son mandat.

13. L'Unité a assuré la maintenance et l'actualisation de la Base de données sur l'application à l'échelon national (NID), consultable en ligne. Cette Base comprend des indications détaillées sur les mesures nationales intéressant la Convention prises par tous les États pour lesquels il a été possible de recueillir des données. Dans la mesure du possible, on y a aussi inclus un résumé des mesures et un lien avec le texte intégral de l'instrument. La Base a été actualisée au fur et à mesure que de nouvelles informations devenaient disponibles. Elle renferme actuellement un total de 2 101 mesures, prises par 121 États parties (soit 74,2 % des États parties à la Convention sur les armes biologiques), quatre signataires, cinq États non parties et une organisation régionale. Elle est accessible sur le site Web de l'Unité (<http://www.unog.ch/bwc/NID>).

14. À la demande du Président, l'Unité a aussi élaboré des recueils des activités nationales [Compendiums of National Activities (CNA)] pour les thèmes à examiner en 2009. Ces recueils comprennent des détails sur les activités des États parties concernant le renforcement des capacités dans les domaines de la surveillance, du dépistage, du diagnostic et du confinement des maladies infectieuses, telles qu'elles sont décrites dans les documents de travail, les déclarations, les exposés et d'autres communications. Ces recueils ont été conçus pour servir de voie d'accès centrale régulièrement actualisée aux informations communiquées aux réunions, et de moyen pratique de montrer comment les mesures législatives et réglementaires sont mises en pratique dans différents cadres. Au 1<sup>er</sup> novembre 2009, le recueil sur les activités touchant la sécurité et la sûreté biologiques couvrait 19 États parties, celui consacré à la surveillance des sciences, à l'éducation et à la sensibilisation en couvrait 14, et celui consacré aux stratégies dans les domaines de la surveillance, du dépistage, du diagnostic et du confinement des maladies infectieuses (y compris les initiatives visant à renforcer les capacités) en couvrait 24. L'Unité d'appui à l'application actualisera ces recueils en fonction des informations supplémentaires reçues, tout particulièrement celles qui auront été communiquées aux Réunions des États parties.

15. Dans le cadre de ses efforts visant à améliorer ses activités de facilitation de la communication entre les États parties et le rapprochement des demandes et des offres d'assistance, l'Unité a rassemblé des informations sur les offres d'assistance et les a publiées dans la section à accès restreint du site Web. Elle a maintenu et actualisé ces informations en fonction des offres d'assistance exprimées lors de la Réunion d'experts tenue en août 2009. L'Unité continuera à mettre à jour ces informations au fur et à mesure que les États parties les communiqueront. Elle va également établir un document pour la Réunion des États parties dans lequel figureront les renseignements sur les organisations qui offrent leur assistance pour la surveillance, le dépistage, le diagnostic et le confinement des maladies.

16. L'Unité a aussi gardé le contact avec les prestataires de l'assistance portant sur la législation nationale et les mesures visant à faire respecter la législation, notamment le CICR, Interpol, l'OIAC, le Comité créé par la résolution 1540 du Conseil de sécurité et le Verification Research, Information, Training and Information Centre (VERTIC) (Centre de recherche, de formation et d'information sur la vérification). Elle continue de rencontrer ces prestataires et de se concerter avec eux sur un mode informel, en marge des séminaires et des manifestations auxquelles elle participe, ainsi qu'à l'occasion de la Réunion d'experts et de la Réunion des États parties.

17. L'Unité a continué à recueillir les coordonnées des points de contact nationaux pour la Convention. À ce jour, 68 États parties ont désigné un point de contact national, conformément à la demande formulée à la sixième Conférence des États parties (soit un de plus qu'en 2008 – voir l'annexe II, en anglais seulement). En outre, l'Unité communique avec des points de contact dans quatre États signataires, quatre États non parties et une organisation régionale. Des informations détaillées sur tous les points de contact peuvent être obtenues dans la section à accès restreint du site Web de l'Unité (<http://www.unog.ch/bwc/restricted>). L'Unité communique régulièrement avec les points de contact nationaux.

#### **IV. Mesures de confiance**

18. Conformément à la décision prise à la sixième Conférence d'examen, l'Unité d'appui à l'application est chargée de rassembler et distribuer les textes des déclarations soumises au titre des mesures de confiance. Elle tient à jour des versions électroniques (format Adobe PDF), dans toutes les langues officielles, des formules à utiliser pour ces déclarations et les a affichées sur son site Web. Avec l'assistance des États parties

intéressés, elle continue à améliorer la version électronique des formules existantes et étudie actuellement les possibilités de mettre au point un outil de collaboration en ligne pour remplir les formules sur Internet.

19. Au 1<sup>er</sup> novembre 2009, 62 États parties (38 % des États parties à la Convention) avaient communiqué des déclarations au titre des mesures de confiance pour l'année civile 2008, soit un nombre inchangé par rapport à l'année précédente<sup>2</sup>. Trente-six d'entre eux ont soumis leurs déclarations à la date limite du 15 avril 2009 ou avant. Un État partie, la Gambie, a soumis pour la première fois une déclaration au titre des mesures de confiance. Neuf États parties qui avaient soumis des rapports au titre des mesures de confiance en 2008 ne l'ont pas encore fait en 2009. L'annexe III (en anglais uniquement) contient la liste des pays ayant soumis des déclarations, ventilées selon les différentes formules, ainsi que des graphiques et d'autres informations.

20. Un État partie a demandé que sa déclaration au titre des mesures de confiance ne soit pas affichée sur la section à accès restreint du site Web de l'Unité. Le texte en sera distribué sous forme papier lors de la Réunion des États parties. Les 61 autres déclarations sont accessibles dans la section à accès restreint du site Web. Plusieurs États parties ont demandé à l'Unité si, par souci de transparence, leurs déclarations au titre des mesures de confiance pouvaient également être affichées dans la section en accès libre du site Web de l'Unité. À ce jour, 10 déclarations sont accessibles dans cette section du site (tout en demeurant disponibles dans celle à accès restreint).

21. Au cours de l'année 2009, l'Unité a régulièrement fourni à une dizaine d'États parties une aide sur le plan administratif ainsi que des conseils sur la participation aux mesures de confiance. Pour mieux guider les États parties dans la présentation de leurs déclarations initiales, l'Unité a établi un recueil d'exemples de déclarations fondées sur une combinaison de déclarations provenant de pays de tailles et de régions diverses. Ces exemples sont disponibles sur demande adressée à l'Unité. Trois États parties ont fait une demande formelle d'information sur les mesures de confiance et d'assistance pour l'établissement des déclarations au titre des mesures de confiance.

22. Dans le cadre de l'Initiative conjointe de l'Union européenne à l'appui de la Convention, et à la demande du Président, l'Unité et des experts nationaux de l'Union européenne se sont associés pour élaborer un manuel ayant pour objet d'aider les États parties à remplir leurs déclarations au titre des mesures de confiance. Le lancement de ce manuel, publié dans toutes les langues officielles de la Convention, sera rendu public à la Réunion des États parties.

23. Conformément à la décision prise par la sixième Conférence d'examen, le 14 janvier 2009, le Chef de l'Unité d'appui à l'application a écrit aux missions permanentes et aux points de contact nationaux des États parties afin de leur rappeler la date limite du 15 avril 2008 pour soumettre des données au titre de la procédure d'échange d'informations.

## V. Promotion de l'universalisation

24. L'Unité a aidé le Président dans ses activités visant à promouvoir l'universalisation de la Convention: elle lui a prêté son concours pour la correspondance avec les États non parties à la Convention, a assuré la préparation des réunions qu'il a tenues avec les

---

<sup>2</sup> Un État partie a soumis des déclarations au titre des mesures de confiance après la publication du rapport de l'Unité d'appui à l'application pour 2008 (BWC/MSP/2008/3) qui faisait état de 61 déclarations soumises. Un tableau récapitulatif final actualisé des déclarations soumises au titre des mesures de confiance en 2008 (couvrant l'année civile 2007) figure à l'annexe III.

représentants de tels États et y a participé. Elle a encouragé l'universalisation lors de nombre des séminaires et manifestations auxquels elle a participé (voir annexe I, en anglais seulement). Elle a aussi fourni des informations et des conseils sur la Convention à plusieurs signataires et États non parties. L'Unité a réuni les informations relatives aux progrès accomplis sur la voie de l'universalisation de la Convention et les a mises à disposition au fur et à mesure dans la section à accès restreint de son site Web.

25. Le Rapport du Président sur les activités en matière d'universalisation (BWC/MSP/2009/4) renferme des informations complémentaires sur les initiatives prises dans ce domaine et sur les résultats obtenus jusqu'ici.

## VI. Conclusions et recommandations

26. Durant sa troisième année de fonctionnement, l'Unité d'appui à l'application a consolidé les progrès dans la satisfaction des exigences majeures de son mandat et en a fait de nouveaux, notamment en faisant office de centre d'échange pour les demandes de parrainage aux fins de la participation au processus intersessions, dont ont bénéficié 20 participants à la Réunion d'experts. Cependant, l'Unité estime qu'une démarche plus structurée pour le parrainage faciliterait grandement le processus intersessions et la mise en œuvre de la Convention.

27. L'Unité constate que la participation au processus de déclaration au titre des mesures de confiance a marqué le pas ces deux dernières années (passant de 40,9 % en 2007 à 38 % cette année). Elle espère que les récentes demandes des États parties à bénéficier d'une assistance pour ce processus, et la publication du manuel s'y rapportant établi par l'Unité et l'Initiative conjointe de l'Union européenne à l'appui de la Convention, annoncent un regain de participation en 2010.

28. L'Unité a encore considérablement élargi ses activités en matière de facilitation de la communication entre États parties et avec les organisations pertinentes, en organisant, seule ou en coopération, un nombre total de 48 séminaires, ateliers et autres manifestations en Europe, en Asie, en Amérique du Nord, en Amérique centrale, en Afrique et au Moyen-Orient, et/ou en y participant, soit plus du double du nombre de manifestations qu'elle avait pu organiser ou auxquelles elle avait pu prendre part en 2008. L'Unité a pu atteindre un tel niveau d'activité grâce à une gestion avisée du modeste budget de 10 000 dollars des États-Unis d'Amérique dont elle dispose pour ses déplacements et au soutien que des États parties et diverses organisations lui apportent en complément. Les activités menées ont contribué à la sensibilisation à la Convention et à sa promotion ainsi qu'au processus intersessions, et les impressions recueillies auprès des États parties et des organisations en jeu ont été très largement favorables. La demande en participation de l'Unité à ces activités dépassant actuellement la capacité de l'Unité en sa forme actuelle, les États parties souhaiteront peut-être envisager la possibilité de l'élargir et d'étendre son mandat dans l'optique de la Conférence d'examen de 2011.

29. Dans la coordination des activités entre les États parties et l'Unité en matière de sensibilisation à la Convention et son universalisation, il subsiste des problèmes. Comme l'indique le Président dans son Rapport sur les activités en matière d'universalisation (BWC/MSP/2009/4), un grand nombre d'États parties ont pris part aux activités en question; par ailleurs, l'efficacité des campagnes nationales de sensibilisation se trouve renforcée par la coordination avec l'Unité et avec d'autres États parties. L'Unité invite les États parties à communiquer davantage l'information concernant leurs activités visant à l'universalisation afin de l'aider à s'acquitter de son mandat de promotion de l'universalisation de la Convention.

30. L'Unité a continué de faire en sorte que son site Web, les outils en ligne qui y sont associés et les documents imprimés soient une ressource importante non seulement pour les États parties, mais aussi pour l'information, la sensibilisation et la communication à l'intention d'un public mondial. Cette année, l'Unité a bénéficié de l'aide du Canada pour la traduction en russe d'une grande partie de ses documents de fond, particulièrement utile au bon déroulement du séminaire régional de sensibilisation à la Convention, tenu au Kazakhstan. L'Unité invite les États parties intéressés à prêter leur concours pour la traduction des documents de fond en d'autres langues.

## Annexe I

[ENGLISH ONLY]

### Meetings and events attended by the Implementation Support Unit

The following meetings and events were attended by representatives of the Implementation Support Unit. Further details on these events, including copies of ISU presentations, are available from the ISU website, <http://www.unog.ch/bwc/isu>.

1. The ISU gave a presentation on the BWC to students from the American College Program, University of Freiburg, Survey of International Organizations program, Geneva, Switzerland, 9 January 2009.
2. The ISU gave a presentation on the BWC to the United Kingdom Parliamentary Select Committee for Foreign Affairs, Geneva, Switzerland, 13 January 2009.
3. Working on Disarmament & Arms Control in Geneva: An Orientation for Diplomats, Geneva, Switzerland, 26 January 2009. The ISU gave a presentation on the BWC.
4. Conference on Non-proliferation and Technical Aspects of Nuclear, Biological, and Chemical Weapons, The Hague, Netherlands, 2 February, 2009. The ISU briefed the Dutch Foreign Ministry on biology, biological weapons, and biological threats.
5. Canadian Forces College National Security Programme Field Research Exercise, Geneva, Switzerland, 28 February – 3 March 2009. The ISU gave a presentation on the BWC and the work of the ISU.
6. Workshop on the Implementation of Security Council Resolution 1540, Doha, Qatar, 8-11 March 2009. The ISU participated in the workshop.
7. Seminar on Multilateral Approaches to Non-Proliferation – the Chemical Dimension and roundtable meeting on the CBRN trafficking Knowledge Management System (KMS), organised by UNICRI, the OPCW and the European Commission, The Hague, Netherlands, 18-19 March 2009.
8. Export Controls for Biological Materials in the Kyrgyz Republic: An International Workshop, Bishkek, Kyrgyzstan, 18-19 March 2009. The ISU gave a presentation on the BWC and its recent activities to raise awareness in the region.
9. BioSysBio 2009: Biology, Systems Biology and Bioinformatics, Cambridge, United Kingdom, 23-25 March 2009. The ISU gave a presentation on the importance of pursuing scientific endeavours in the life sciences safely and securely.
10. Returning Science to its Rightful Place, Royal Society, London, United Kingdom, 25 March 2009. The ISU participated in this meeting and took part in the discussion from the floor.
11. International Symposium on Biosecurity and Biosafety: Future Trends and Solutions, Milan, Italy, 25-27 March 2009. The ISU gave a presentation on the role of the BWC in promoting the peaceful use of biotechnology.
12. Implementation of UNSC Resolution 1540 at the National Level: Promotion of Best Practices and Policy and Technical Coordination and Cooperation, organized by VERTIC and the Netherlands Institute of International Relations ("Clingendael"),

- The Hague, Netherlands, 26-27 March 2009. The ISU gave a presentation on lessons from the implementation of the BWC.
13. Biosafety and Biosecurity International Conference 2009, Casablanca, Morocco, 2-3 April, 2009. The ISU accompanied the Chairman, and participated in the conference.
  14. Workshop on the CWC and BWC and their Contribution to the Non-proliferation of Weapons of Mass Destruction, organised by the OPCW and the government of Croatia, Cavtat, Croatia, 4-5 April 2009. The ISU made a presentation on the contribution of the BWC to non-proliferation of WMD.
  15. BioFine 2009 – Applied Industrial Synthetic Biology in Europe, Freiburg, Germany, 16-17 April 2009. The ISU gave a presentation on securing synthetic biology.
  16. World Federation of Public Health Associations (WFPHA): 12th World Congress on Public Health, Istanbul, Turkey, 27 April – 1 May 2009. The ISU made a presentation on the BWC and participated in a panel discussion on the relationship between public health and weapons of mass destruction.
  17. United Nations Workshop on the Implementation of Security Council Resolution 1540, Port-Vila, Vanuatu, 29 April – 1 May 2009. The ISU made a presentation on BWC implementation.
  18. 10th New Issues in Security Course (NISC) at the Geneva Centre for Security Policy (GCSP): 'Global Peace and Security: Challenges and Responses', Geneva, Switzerland, 11 May 2009. The ISU was invited to give a presentation and participate in a panel on chemical and biological weapons issues.
  19. ASEAN Regional Forum Workshop on Biological Threat Reduction, Manila, Philippines, 10-11 June 2009. The ISU participated in the workshop and made a presentation on international efforts to mitigate biological threats (including the BWC and UNSCR 1540).
  20. 1st Mentoring Service on Intangible Transfer of Technology (ITT) in the CBRN Area, organised by UNICRI and the Croatian Ministry of Foreign Affairs and European Integration, Dubrovnik, Croatia, 15-16 June 2009. The ISU participated in the meeting and gave a presentation on the transfer of intangible biotechnology.
  21. The Biological Weapons Convention Supporting Global Health: Reducing Biological Risk by Building Capacity in Health Security, Oslo, Norway, 18-19 June 2009. The ISU helped organise the workshop, and made presentations on evolving perceptions of BWC Article X and on the role of the ISU in supporting capacity-building.
  22. International Seminar on National Implementation of Non-proliferation Obligations: "OPCW as an Example of Effective Assistance in National Implementation of the Chemical Weapons Convention", Jahorina, Bosnia and Herzegovina, 22-23 June 2009. The ISU gave a presentation on national implementation of the BWC, as well as a presentation on biosafety and biosecurity.
  23. Safety and Security in Biotechnology, an international policy workshop jointly organised by the Geneva Centre for Security Policy (GCSP) and the Managing Global Insecurity Project (MGI), Geneva, Switzerland, 25 June 2009. The ISU gave a presentation on the opportunities and risks of advances in biotechnology.
  24. STCU (Science and Technology Center in Ukraine) Biosafety & Biosecurity Experts' Workshop, Annecy, France, 25-26 June 2009. The ISU gave a presentation on the BWC and the work of the ISU.

25. Improving Global Capacity for Disease Surveillance, organised by the US National Academies of Science and the American Association for the Advancement of Science, Washington D.C., United States, 8 July 2009. The ISU gave a presentation on global health security and the BWC.
26. Strengthening the Biological Weapons Convention, organised by the New America Foundation, Global Green USA and the Physicians for Social Responsibility, Washington D.C., United States, 8 July 2009. The ISU participated in a panel discussion on strengthening the BWC.
27. Opportunities and Challenges in the Emerging Field of Synthetic Biology: organised by the US National Academies of Science, UK Royal Society and the Organisation for Economic Cooperation and Development, Washington D.C., United States, 9-10 July 2009. The ISU participated in the meeting.
28. Building Bridges Around Building Genomes, Co-hosted by the United States Department of Justice, Department of State and Department of Health and Human Services, San Francisco, United States of America, 3-5 August 2009. The ISU gave a presentation on securing modern biology.
29. International Health Regulations Awareness Workshop for BTWC Delegations, Geneva Switzerland, 21 August, 2009. The ISU helped organise the workshop and gave a presentation on the developments, challenges and future directions of the BWC.
30. Options and proposals to strengthen the Confidence-Building Measures mechanism of the Biological Weapons Convention, a workshop organised by the Geneva Forum with the governments of Germany, Norway and Switzerland, Jongny, Switzerland, 22-23 August 2009. The ISU participated in the workshop, and Mr. Richard Lennane, head of the ISU, chaired one of the working groups.
31. The ISU briefed participants in the UN Disarmament Fellowship Programme on the BWC in Geneva on 31 August 2008.
32. United Nations Workshop on the Implementation of Security Council Resolution 1540, San José, Costa Rica, 8 - 10 September 2009. The ISU made a presentation on BWC implementation.
33. Black ICE II: Bioterrorism International Coordination Exercise, Montreux, Switzerland, 7-8 September 2009. Co-hosted by the governments of Switzerland and the United States. The ISU participated in the table-top exercise.
34. BTWC Regional Awareness Raising Seminar and Capacity-Building Workshop, Astana, Kazakhstan, 16-17 September 2009. The ISU helped organise the workshop and gave presentations on the international response to biological threats, including the BWC and UNSCR 1540, as well as national implementation of the BWC, and the BWC intersessional process.
35. American Association for the Advancement of Science (AAAS) working lunch on biosecurity, sponsored by the Center for Science, Technology, and Security Policy of the AAAS, Washington, D.C., United States of America, 17-18 September 2009. The ISU made a presentation on the outcomes of the August 2009 Meeting of Experts.
36. Preventing & Mitigating the Next Use of CBW, hosted by Wilton Park, Sussex, United Kingdom, 25-27 September 2009. The ISU gave a presentation on the relevance of the BWC to preventing the use of biological weapons.

37. A Comprehensive Approach to Combating Illicit Trafficking, organized by the Institute for Foreign Policy Analysis (IFPA) and the Geneva Centre for Security Policy (GCSP), in cooperation with the Swiss Federal Department of Foreign Affairs (FDFA) and NATO, Geneva, Switzerland, 28-29 September 2009. The ISU participated in the meeting.
38. UNSC Resolution 1540 in the Gulf Region: Challenges for the Future. Abu Dhabi, United Arab Emirates, 5-6 October 2009. The ISU gave a presentation on the BWC and its relationship to UNSCR 1540.
39. Workshop on the Biological Weapons Convention, Riyadh, Kingdom of Saudi Arabia, 20-21 October 2009. The ISU assisted with the organisation of the meeting, and gave presentations on the BWC and UNSCR 1540, the role of the BWC in facilitating regional and international cooperation and the technical aspects of the BWC.
40. Sustainable Scientists Engagement Worldwide: Opportunities to Prevent Proliferation by Enhancing Best Practice and Professional Responsibility, organised by the International Working Group – Landau Network-Centro Volta, Rome, Italy, 26 October 2009. The ISU gave a presentation on the role of the BWC in assuring the safe spread of biological technology and knowledge.
41. Risk Governance of Synthetic Biology, International Risk Governance Council, Geneva, Switzerland, 26-27 October 2009. The ISU attended the event and chaired a session on the risks posed by synthetic biology.
42. DIY Biology Safety & Security Informal Discussion Meeting, Boston, USA, 30 October 2009. The ISU participated in this event.
43. International Genetically Engineered Machine competition (iGem) 2009 International Jamboree, Boston, USA, 30 October – 2 November 2009. The ISU participated in this event and briefed participants on security issues related with synthetic biology.
44. International Association for Synthetic Biology, Boston, USA, 3 November 2009. The ISU participated in this event.
45. International Workshop on Overcoming Challenges in Building Capacity for Disease Surveillance, Detection, Diagnosis and Containment, Brussels, Belgium, 11-12 November 2009. The ISU co-hosted the event and made a series of contributions.
46. Workshop on Promoting Education on Dual Use Issues in the Life sciences, organised by the Inter-academy Panel on International Issues, the International Union of Microbiological Societies and the International Union of Biochemistry and Molecular Biology at the Polish National Academies, Warsaw, Poland, 16-17 November 2009.
47. Workshop of the Pugwash Study Group on the Implementation of the Chemical and Biological Weapons Conventions, organised by Pugwash Geneva in Geneva, Switzerland, 5-6 December 2009.
48. Options and proposals to strengthen the Confidence-Building Measures mechanism of the Biological Weapons Convention, a workshop organised by the Geneva Forum with the governments of Germany, Norway and Switzerland, Geneva, Switzerland, 12 December 2009.

## Annex II

[ENGLISH ONLY]

### National points of contact

The following national points of contact had been nominated to the ISU by November 2009. Full contact details, including telephone numbers and e-mail addresses, are available to States Parties in the restricted area of the ISU website (<http://www.unog.ch/bwc/restricted>).

#### States Parties

##### Albania

Mr. Fadil Vucaj  
Representative of the National Authority of  
Albania for the CWC  
Ministry of Defense  
Tirana  
Albania

##### Argentina

Dirección de Seguridad Internacional,  
Asuntos Nucleares y Espaciales  
Ministerio de Relaciones Exteriores,  
Comercio Internacional y Culto  
Esmeralda 1212 Piso 11  
Ciudad Autónoma de Buenos Aires  
CP 1007  
Argentina

##### Armenia

Mr. Artem Aznaurian  
Counsellor  
Arms Control & International Security,  
Ministry of Foreign Affairs  
Government Building 2, Republic Square  
Yerevan 0010  
Armenia

##### Australia

First Assistant Secretary  
International Security Division, Department  
of Foreign Affairs and Trade  
Locked Bag 40  
Kingston ACT 2600  
Australia

##### Austria

Mr. Alexander Benedict  
Department II.8 – Global Disarmament,  
Arms Control, export Control, Multilateral  
Atomic Energy Issues and IAEA  
Federal Ministry of European and  
International Affairs  
Minoritenplatz 8  
Vienna A-1014  
Austria

##### Azerbaijan

Multilateral Treaties Division, Ministry of  
Foreign Affairs  
4, Sh. Gurbanov Street  
Baku AZ1009  
Azerbaijan

##### Belgium

Mr. Michel Peetermans  
Conseiller d'Ambassade  
Direction Désarmement, Non-Prolifération  
et Contrôle de l'Armement, Service Public  
Fédéral Affaires étrangères  
Rue des Petits Carmes 15  
Bruxelles B 1000  
Belgium

Mr. Allal Mesrar  
Attaché  
Direction Désarmement, Non-Prolifération  
et Contrôle de l'Armement,  
Service Public Fédéral Affaires étrangères  
Rue des Petits Carmes 15  
Bruxelles B 1000  
Belgium

**Bhutan**

Chief  
Legal and Treaties Division, Ministry of  
Foreign Affairs, Royal Government of  
Bhutan  
Bhutan

**Brazil**

Mr. Sérgio Antonio Frazão Araujo  
Coordinator-General for Sensitive Items  
Ministry of Science and Technology  
SAI/SO Area 5 Quadra 3 Bloco F  
Brasilia – DF 70610-200  
Brazil

**Bulgaria**

Mr. Valentin Dontchev  
Head of Department, Security Policy  
Directorate  
Ministry of Foreign Affairs  
2, Alexander Zhendov.  
St. Sofia 1040  
Bulgaria

**Burkina Faso**

Prof. Abdouramane Barry  
Head of National Authority  
Autorité Nationale pour la Convention sur  
les Armes Chimiques (ANCAC), Ministère  
des Enseignements  
Ouagadougou 03 BP 7130  
Burkina Faso

**Canada**

Mr. Andrew Halliday  
Biological Weapons Policy Analyst  
Non Proliferation and Disarmament  
Division (Biological, Chemical and  
Conventional Weapons), Department of  
125 Sussex Drive  
Ottawa, K1A 0G2  
Canada

**China**

Ms. Yang Yi  
Deputy Division Director  
Department of Arms Control and  
Disarmament, Ministry of Foreign Affairs  
No. 2 Chao Yang Men Nan Da Jie  
Beijing, 100701  
China

**Colombia**

Mr. José Nicolás Rivas Zubiria  
Director Multilateral Political Affairs  
Ministry of Foreign Affairs  
Calle 10 No. 5-51  
Bogota  
Colombia

**Croatia**

Ms. Ivana Derek  
Ministry of Foreign Affairs and European  
Integration  
Croatia

**Cuba**

Mr. Rudolfo Reyes Rodríguez  
Director de Asuntos Multilaterales  
Ministerio de Relaciones Exteriores  
Calle Calzada #360 e/ G y H. Vedado.  
Plaza de la Revolución  
La Habana 10 400  
Cuba

Mr. Juan C. Menéndez de San Pedro López  
Director del Centro Nacional de Seguridad  
Biológica  
Ministerio de Ciencia, Tecnología y Medio  
Ambiente  
Calle 28 No. 502 e/5ta y 7ma Ave.  
Miramar. Playa  
La Habana 11 300  
Cuba

**Cyprus**

Mr. Panayiotis Papadopoulos  
Political Affairs Division - Multilateral  
relations  
Ministry of Foreign Affairs  
Cyprus

**Czech Republic**

Dr. Ladislav Bartak  
Director, Department for the Control of  
Non-Proliferation of WMD  
State Office for Nuclear Safety  
Senovazne nam. 9  
Praha 110 00  
Czech Republic

**Ecuador**

Ms. Fanny de Lourdes Puma Puma  
 Director General for Multilateral Policies  
 and International Specialized Organizations  
 Ministry of Foreign Affairs  
 Calle Carrión Y Av. 10 de Agosto  
 Quito  
 Ecuador

**Estonia**

Department of International Organizations  
 and Security Policy  
 Ministry of Foreign Affairs  
 Islandi valjak 1  
 Tallinn 15049  
 Estonia

**Finland**

Ms. Marja Rosvall  
 First Secretary  
 Ministry for Foreign Affairs  
 P.O.Box 420  
 Helsinki FI-00023  
 Finland

**France**

Ms. Marie-Gaëlle Robles  
 Sous-direction des questions multilatérales  
 et du désarmement  
 Ministry of Foreign and European Affairs  
 37 Quai d'Orsay, 07 SP  
 Paris 75 700  
 France

**Georgia**

Ms. Lela Bankanidze  
 Deputy Head, Especially  
 Dangerous Infections  
 Department  
 National Center for Disease  
 Control and Public Health  
 9, M. Asatiani St.  
 Tbilisi 0177  
 Georgia

**Germany**

Mr. Roland Grafe  
 Head of BW Division  
 Federal Foreign Office  
 Werderscher Markt 1  
 Berlin 10117  
 Germany

**Greece**

Director of the WMD Disarmament Section  
 D1 Directorate for UN and International  
 Organizations, Hellenic Ministry of Foreign  
 Affairs  
 Akademias 3 Street  
 Athens 10027  
 Greece

**Holy See**

Monsignor Silvano M. Tomasi  
 Permanent Observer for the Holy See  
 Permanent Observer Mission of the Holy  
 See to the United Nations Office and other  
 International Organizations in  
 Chemin du Vengeron 16  
 P.O. Box 28  
 Chambésy 1292  
 Switzerland

**Iceland**

Mr. Peter Thorsteinsson  
 Head, Arms Control and Disarmament  
 Ministry of Foreign Affairs  
 Raudararstig 25  
 Reykjavik 150  
 Iceland

**India**

Joint Secretary (Disarmament and  
 International Security Affairs)  
 Ministry of External Affairs  
 South Block  
 New Delhi  
 India

**Indonesia**

Mr. Andy Rachmianto  
 Deputy Director,  
 Directorate of International Security and  
 Disarmament, Department of Foreign  
 Affairs  
 Jl, Taman Pejambon no.6  
 Jakarta 10110  
 Indonesia

Dr. Desra Percaya  
Director,  
Directorate of International  
Security and Disarmament,  
Department of Foreign  
Affairs  
JI, Taman Pejambon no.6  
Jakarta 10110  
Indonesia

**Iran (Islamic Republic of)**

Department for Disarmament and  
International Security Affairs, Ministry of  
Foreign Affairs  
Tehran  
Iran

**Iraq**

Mr. Sinan Abdul Hasan Mohi  
Head of the Biology Department  
Iraqi National Monitoring Directorate  
Baghdad  
Iraq

**Ireland**

Mr. Ruaidhri Dowling  
Deputy Director,  
Disarmament and Non-Proliferation Section  
Department of Foreign Affairs  
80 St. Stephens Green  
Dublin

**Italy**

Amb. Giovanni Manfredi  
Permanent Mission of Italy  
to the Conference on  
Disarmament  
Chemin de l'Impératrice 10  
Pregny 1292  
Switzerland

Ms. Nicoletta Piccirillo  
First Secretary  
Permanent Mission of Italy  
to the Conference on  
Disarmament  
Chemin de l'Impératrice 10  
Pregny 1292  
Switzerland

**Japan**

Mr. Kiichiro Iwase  
Officer, Biological and Chemical Weapons Conventions  
Division, Disarmament, Non-Proliferation and Science  
Department,  
Ministry of Foreign Affairs  
2-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-ku  
Tokyo 100-8919  
Japan

**Kenya**

Director of Political Affairs  
Ministry of Foreign Affairs  
Old Treasury Building, Harambee Avenue  
P.O. Box 30551  
Nairobi  
Kenya

**Kuwait**

Ms. Jenan Al-Shayije  
Supervisor  
Ministry of Defence  
Kuwait

**Kyrgyzstan**

Mr. Taalaibek Bektashev  
Head of Customs Policy, Non-Tariff  
regulation and Export Control Department  
Ministry of Economic Development and  
Trade  
106 Chui avenue  
Bishkek city, 720002  
Kyrgyz Republic

**Libyan Arab Jamahiriya**

Dr. Mohamed Mansour Sharif  
Chairman of LNCBB  
Libyan National Committee for Bioethics  
Omar Al-Mokhtar  
Tripoli 82898  
Libyan Arab Jamahiriya

**Liechtenstein**

Ms. Esther Schindler  
Office for Foreign Affairs  
Heiligkreuz 14  
Vaduz 9490  
Liechtenstein

**Lithuania**

Mr. Martynas Lukosevicius  
 Attache, Arms Control, non-Proliferation  
 and Disarmament Division  
 Security Policy Department, Ministry of  
 Foreign Affairs  
 J. Tumo-Vaizganto Str. 2  
 Vilnius LT-01511  
 Lithuania

Major Algimantas Kutanovas  
 Chief Ecologist  
 Lithuanian Armed Forces, Ministry of  
 National Defence

Captain Eugenijus Minkevicius  
 Chief Officer  
 Defence Staff J4 (Logistics), Ministry of  
 National Defence

Ms. Aukse Bankauskaite-Miliauskiene  
 Chief Officer  
 Health Emergency Situations Center,  
 Ministry of Health

**Madagascar**

Ms. Angeline Mohajy  
 Minister Plenipotentiary / Director of  
 Multilateral Cooperation  
 Ministry of Foreign Affairs  
 Antananarivo 836  
 Madagascar

Mr. Jean Bosco Randrianjara  
 National Assembly  
 Madagascar

**Malta**

Mr. Clint Borg  
 Disarmament Unit, Ministry  
 of Foreign Affairs  
 Palazzo Parisio, Merchant's  
 Street  
 Valetta  
 Malta

**Mexico**

Dirección de Autoridad  
 Nacional México, Comité  
 Especializado de Alto Nivel  
 en materia de Desarme,  
 Terrorismo y  
 Abraham González No. 48,  
 Edificio L, Segundo Piso,  
 Colonia Juárez, Delegación

Cuauhtemoc  
 C.P. 06600  
 Mexico, D.F.

**Morocco**

Mr. Naser Bourita  
 Director, United Nations and International  
 Organizations  
 Ministry of Foreign Affairs and Cooperation  
 Rue Roosevelt, Chellah  
 Rabat 10 000  
 Morocco

**Netherlands**

Mr. Wouter Wormgoor  
 Nuclear Affairs and Non-Proliferation  
 Department of Security Policy  
 Ministry of Foreign Affairs  
 The Netherlands

**New Zealand**

Director, International Security and  
 Disarmament Division  
 Ministry of Foreign Affairs and Trade  
 Private Bag 18-901  
 Wellington  
 New Zealand

**Nigeria**

Mr. Joseph Adeyemi  
 Chairman, National Authority on Chemical and  
 Biological Weapons Conventions  
 Office of the Secretary to the Government of the  
 Federation  
 4th Floor, Wing 3B  
 Abuja P.M.B 9  
 Nigeria

**Norway**

Mr. Knut Langeland  
 Ambassador for Disarmament Affairs  
 Section for Disarmament and Non-proliferation,  
 Ministry of Foreign Affairs  
 7. juni pl./ Victoria Terrasse  
 P.O. Box 8114 Dep  
 Oslo NO-0032  
 Norway

**Oman**

Mr. Hamed Suleiman Hamed Al Bortomani  
Chemical Officer  
SO2 NBC, Ministry of Defence  
P.O. Box 2919  
Muscat 111  
Oman

**Pakistan**

Mr. Qazi M. Khalilullah  
Director General (Disarmament)  
Ministry of Foreign Affairs  
Islamabad  
Pakistan

**Palau**

Dr. Victor Yano  
Minister of Health  
P.O. Box 100  
Melekeok 96939  
Palau

**Poland**

Mr. Lukasz Zielinski  
Head, Division for Non-Proliferation of  
WMD  
Security Policy Department  
Ministry of Foreign Affairs  
Poland

**Portugal**

Mr. Filipe Ramalheira  
Department for Security &  
Defence  
Ministry of Foreign Affairs  
Largo do Rilvas  
Lisbon  
Portugal

**Republic of Korea**

Ms. Seyoung Jang  
Disarmament and  
Nonproliferation Division,  
Ministry of Foreign Affairs  
and Trade  
37 Sejong-ro Jongno-gu  
Seoul  
Republic of Korea

**Romania**

Ms. Nineta Barbulescu  
Counsellor  
Non-Proliferation, Arms Control and Combatting  
Terrorism Office  
Ministry of Foreign Affairs  
Romania

**Russian Federation**

Mr. Victor Kholstov  
Director, Department for the  
Implementation of the Conventions  
Ministry of Trade and Industry  
7 Kitaigorodsky Proezd  
Moscow 109074  
Russian Federation

Mrs. Elena Rodyushkina  
Deputy Director, Department for the  
Implementation of the Conventions  
Ministry of Trade and Industry

**Slovakia**

Dr. Cyril Klement  
Public Health Authority of Slovakia,  
Regional Office in Banska Bystrica,  
Ministry of Health of the Slovak Republic  
Cesta k nemocnici 1  
Banska Bystrica 975 56  
Slovak Republic

**Slovenia**

Ms. Irina Gorsic  
Counsellor, Security Policy Division  
Ministry of Foreign Affairs  
Presernova 25  
Ljubljana SI-1000 Slovenia

**South Africa**

Mr. Daan van Beek  
Non-Proliferation Secretariat, South African Council for  
the Non-Proliferation of Weapons of Mass Destruction  
Private Bag X84  
Pretoria 0001  
South Africa

**Spain**

Mr. Luis Gómez Nogueira  
Head of Disarmament Unit  
Ministry of Foreign Affairs and Cooperation  
Serrano Galvache, 26  
Madrid 28071  
Spain

**Sweden**

Mr. Ronnie Nilsson  
Senior Adviser  
Department for Disarmament and Non-  
Proliferation, Ministry for Foreign Affairs  
Stockholm 10339  
Sweden

**Switzerland**

Ms. Riccarda Torriani  
Arms Control and Disarmament Section,  
Political Secretariat, Federal Department of  
Foreign Affairs  
Bernastrasse 28  
Bern 3003  
Switzerland

**Turkey**

WMD Section, Department of Arms  
Control and Disarmament, Ministry of  
Foreign Affairs  
Balgat  
Ankara 06100  
Turkey

**United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland**

Mr. Valentine Madojemu  
Desk Officer for BWC and  
CTBT  
CBW Section, Counter  
Proliferation Department  
Foreign and Commonwealth  
Office  
London SW1A 2AH  
United Kingdom

**United States of America**

Mr. Robert Mikulak  
Director, Office of Chemical  
and Biological Weapons  
Threat Reduction, Bureau of  
International Security and  
United States Department of  
State  
2201 C Street, NW, Room  
2803  
Washington D.C. 20520  
United States of America

**Uzbekistan**

Mr. Kholmatov Ilkhom  
Deputy-Chairman  
The Commission of the Cabinet of  
Ministers of the Republic of Uzbekistan on  
the Prohibition of Biological Weapons  
27, C-14  
Tashkent 700011  
Uzbekistan

**Yemen**

Ambassador Mohy A. Al-Dhabbi  
Chairman of the National Committee  
Ministry of Foreign Affairs  
Sana'a  
Yemen  
  
Abdulkarim Alkohali  
Deputy Chairman of the National  
Committee  
Ministry of Foreign Affairs  
Sana'a  
Yemen

**Zambia**

Mr. Leonard Mumba  
Senior Chemist  
Mines & Minerals Department  
50135 Lusaka  
Zambia

**Signatories****Burundi**

Mr. Gerard Nirungika  
Head, Burundi Chemical Weapons Convention National  
Authority

**Liberia**

Mr. Joseph Jallah  
Lawyer  
Ministry of Justice  
Ashmun & Center Street  
Monrovia  
Liberia

**Malawi**

Mr. John. A. J. Chikalimba  
Chairperson of Defence and Security and  
Member of Budget & Finance  
Malawi National Assembly / Paliament  
Offices  
Chief M'Mbelwa House, Private Bag B362,  
Lilongwe 3 244  
Zomba Lilongwe 3  
Malawi

**United Republic of Tanzania**

Ms. Irene. F Mkwawa - Kasyanju  
Principial Foreign Service Officer  
Legal Affairs / Ministry of Foreign Affairs  
& International Cooperation  
Kivukoni Front 9000  
Dar es Salam  
Tanzania

**States not party**

**Cameroon**

Ms. Pauline Essome Siliki  
Magistrate  
Ministry of Justice/ Legislation Division  
Cameroon

**Micronesia (Federated States of)**

Mr. Paliknoa K. Welly  
Chairman  
Committee on External  
Affairs  
Palikir,  
PS 3  
Pohnpei FM 96941  
Federated States of  
Micronesia

**Mozambique**

Mr. Cristiano Dos Santos  
Director for Legal and Consular Affairs  
Division - DAJC Ministry of Foreign  
Affairs and Cooperation

**Namibia**

Mr. Letta N. Hangala  
Foreign Relations Officer  
Multilateral Affairs Department/ Ministry  
of Foreign Affairs  
Private Bag 13347  
Windhoek  
Republic of Namibia  
Mr. Jeremia Nambinga  
Member of Parliament  
National Assembly  
Private Bag 13323  
Windhoek  
Namibia

**Regional organizations**

**European Union**

Mr. Bruno Hanses  
Counsellor  
EU Council Secretariat Liaison Office in  
Geneva  
Rue du Grand Pre, 64  
Geneva 1202  
Switzerland

## Annexe III

[ENGLISH ONLY]

### Confidence-building measures: Provisional Summary of Participation in 2009<sup>3</sup>

Key: D = declaration submitted; ND = nothing to declare; NN = nothing new to declare

State Party	CBM Form								Additional G Information
	A1	A2	B	C	D	E	F	G	
1. Argentina	D	ND	D	D	D	ND	ND	D	-
2. Armenia	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	-
3. Australia	D	D	D	D	D	D	D	D	-
4. Austria	NN	NN	ND	ND	ND	NN	NN	D	-
5. Azerbaijan	D	-	-	-	-	D	-	D	-
6. Bangladesh	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	D
7. Belarus	D	NN	D	NN	ND	D	ND	ND	-
8. Belgium	-	D	-	D	D	D	-	D	-
9. Brunei Darussalam	-	-	-	-	-	-	D	-	-
10. Bulgaria	D	D	D	ND	D	D	NN	NN	-
11. Canada	D	D	D	D	D	D	D	D	-
12. China	D	D	D	D	NN	D	NN	D	-
13. Croatia	NN	NN	D	NN	D	D	D	D	-
14. Cuba	D	ND	D	D	D	D	ND	D	-
15. Cyprus	D	D	D	D	D	D	D	D	-
16. Czech Republic	NN	NN	D	D	D	NN	NN	NN	-
17. Denmark	D	D	D	ND	ND	D	NN	NN	-
18. Estonia	ND	ND	D	ND	ND	NN	ND	ND	-
19. Finland	D	D	D	D	D	NN	ND	NN	-
20. France	D	D	D	D	D	NN	NN	NN	-
21. Gambia	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
22. Georgia	D	D	D	D	-	D	D	ND	-
23. Germany	D	D	D	D	D	D	NN	D	-
24. Greece	D	D	D	D	D	D	D	D	-
25. Hungary	D	ND	D	D	ND	D	ND	D	-
26. Indonesia	D	ND	D	NN	D	NN	ND	NN	-
27. Iran (Islamic Republic of)	NN	NN	D	NN	NN	NN	NN	NN	-

<sup>3</sup> As of 1 November 2009. Any subsequent submissions in 2009 will be included in an updated final summary table in the 2010 ISU report.

<i>State Party</i>	<i>CBM Form</i>								<i>Additional G Information</i>
	<i>A1</i>	<i>A2</i>	<i>B</i>	<i>C</i>	<i>D</i>	<i>E</i>	<i>F</i>	<i>G</i>	
28. Iraq	ND	ND	D	ND	ND	D	ND	D	-
29. Ireland	D	D	D	D	D	D	D	D	-
30. Italy	D	D	D	D	D	D	D	D	-
31. Japan	NN	D	D	NN	NN	D	NN	D	-
32. Jordan	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
33. Latvia	ND	ND	D	-	-	-	-	-	-
34. Lebanon	-	-	-	-	-	-	-	-	D
35. Liechtenstein	NN	NN	D	NN	NN	NN	NN	NN	-
36. Lithuania	D	ND	D	ND	ND	NN	ND	NN	-
37. Malta	NN	NN	D	NN	NN	NN	NN	NN	-
38. Mexico	D	D	ND	ND	D	ND	ND	NN	-
39. Morocco	D	D	D	-	-	D	D	D	-
40. Netherlands	D	D	D	D	D	D	D	D	-
41. New Zealand	D	D	D	D	D	D	D	D	D
42. Norway	NN	NN	ND	NN	NN	NN	NN	D	-
43. Poland	D	NN	D	NN	NN	D	ND	ND	-
44. Portugal	D	D	D	ND	ND	NN	NN	D	-
45. Qatar	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
46. Republic of Korea	D	D	D	D	D	D	ND	D	-
47. Republic of Moldova	-	-	-	-	-	-	-	-	D
48. Romania	NN	NN	D	D	D	D	ND	D	-
49. Russian Federation	D	D	ND	D	D	D	NN	D	-
50. Senegal	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
51. Serbia	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	-
52. Slovakia	NN	ND	D	NN	D	NN	NN	NN	-
53. Slovenia	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
54. South Africa	NN	D	D	NN	NN	NN	NN	NN	-
55. Spain	D	D	D	ND	D	NN	ND	NN	-
56. Sweden	D	D	D	D	-	D	D	D	-
57. Switzerland	NN	D	D	NN	D	NN	NN	NN	-
58. Tunisia	-	-	-	-	-	-	-	-	D
59. Turkey	D	NN	D	NN	D	D	NN	D	-
60. United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	D	D	D	NN	D	D	NN	D	-
61. United States of America	D	D	D	D	D	NN	NN	D	-
62. Uzbekistan	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	-

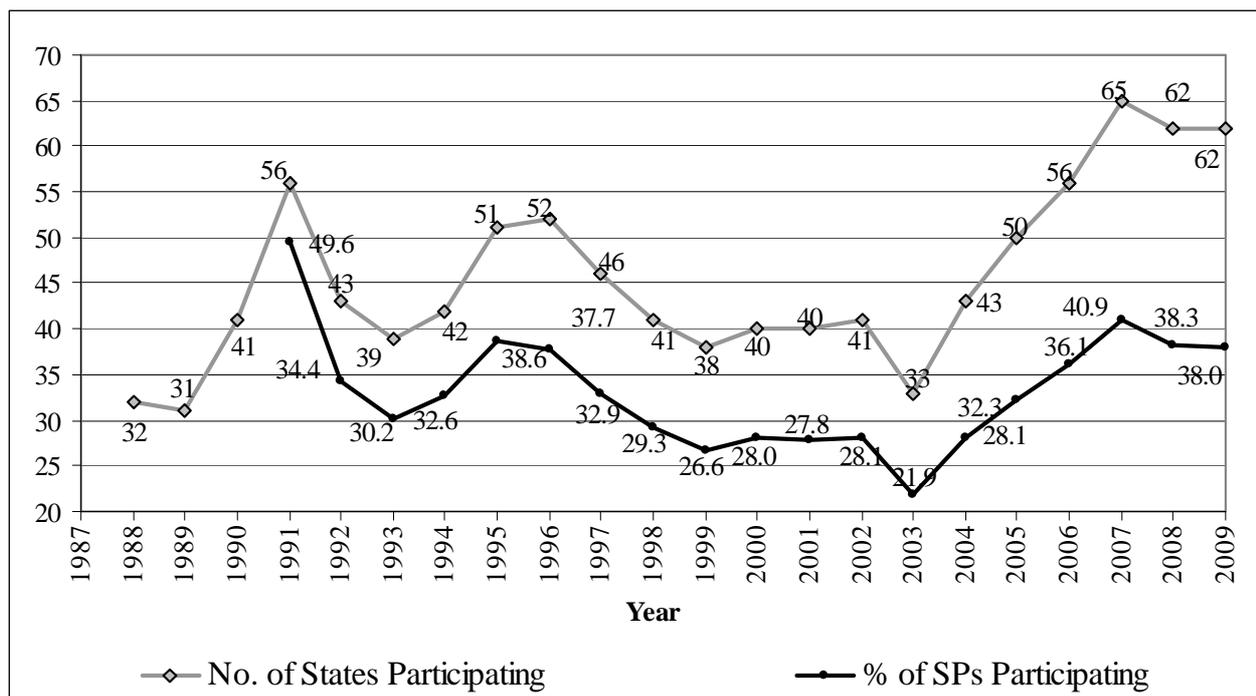
## Confidence-Building Measures: final summary of participation in 2008<sup>4</sup>

Key: D = declaration submitted; ND = nothing to declare; NN = nothing new to declare

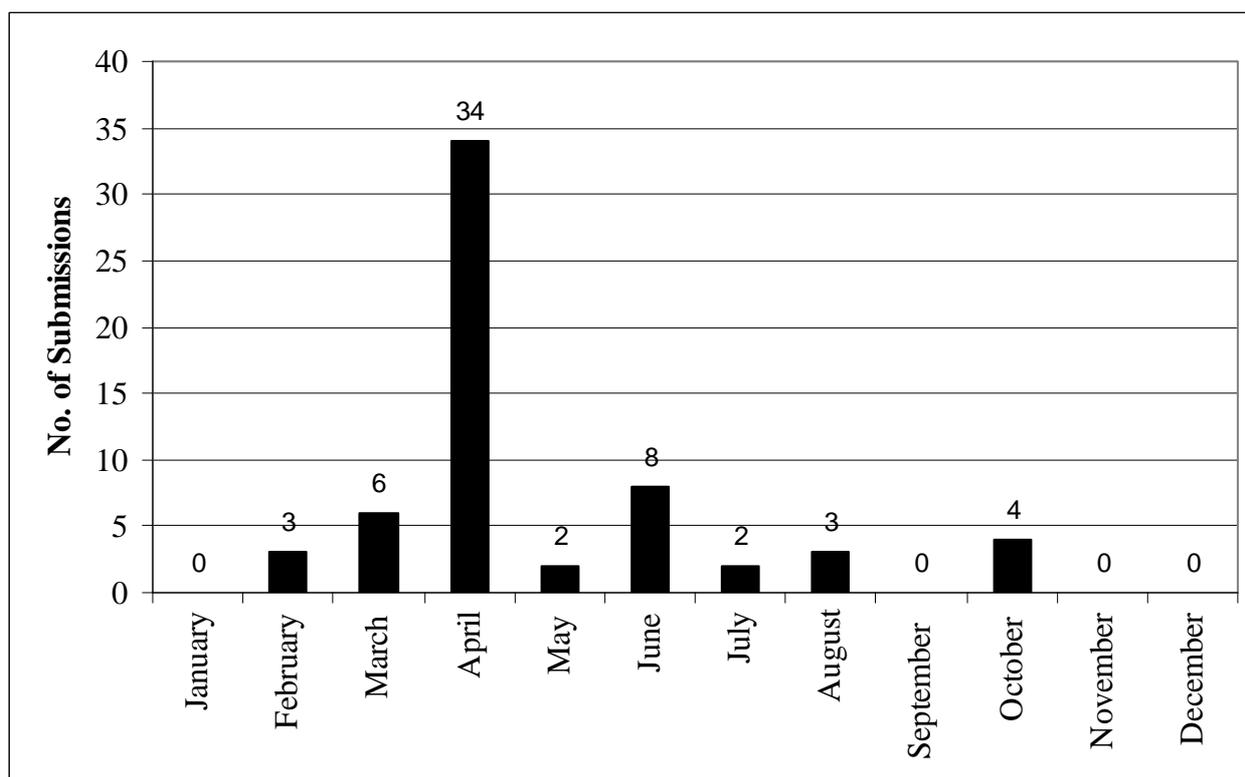
State Party	CBM Form								Additional G Information
	A1	A2	B	C	D	E	F	G	
1. Argentina	D	ND	D	D	D	ND	ND	D	-
2. Armenia	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	-
3. Australia	D	D	D	D	D	D	NN	D	-
4. Austria	NN	NN	ND	ND	ND	NN	NN	ND	-
5. Azerbaijan	D	ND	ND	ND	ND	D	ND	ND	-
6. Bahrain	ND	ND	D	-	ND	ND	ND	-	-
7. Belarus	D	NN	D	NN	ND	D	ND	ND	-
8. Belgium	-	D	-	-	D	-	-	-	-
9. Bulgaria	D	D	D	NN	ND	D	NN	D	-
10. Canada	D	D	D	D	D	D	D	D	-
11. Chile	NN	ND	D	ND	ND	NN	ND	ND	-
12. China	D	D	D	D	NN	NN	NN	D	-
13. Croatia	NN	NN	D	D	D	D	D	D	-
14. Cuba	D	NN	D	D	D	D	NN	D	-
15. Cyprus	D	D	D	D	D	D	D	D	-
16. Czech Republic	D	D	D	D	D	NN	NN	NN	-
17. Denmark	D	D	D	ND	ND	D	NN	NN	-
18. Ecuador	ND	ND	D	ND	ND	ND	D	D	-
19. Estonia	ND	ND	D	ND	ND	NN	ND	ND	-
20. Finland	D	D	D	D	D	NN	ND	NN	-
21. France	NN	D	D	D	D	NN	NN	NN	-
22. Georgia	NN	D	D	D	D	ND	ND	NN	-
23. Germany	D	D	D	D	ND	D	NN	D	-
24. Greece	D	D	D	D	D	D	D	D	-
25. Hungary	D	ND	D	D	ND	D	ND	D	-
26. Indonesia	D	ND	D	-	D	D	D	D	-
27. Iran (Islamic Republic of)	NN	D	D	NN	NN	NN	D	D	D
28. Iraq	ND	ND	D	ND	ND	D	ND	-	-
29. Ireland	D	D	D	D	D	D	D	D	-
30. Italy	D	D	D	ND	ND	D	NN	D	-
31. Japan	NN	D	D	NN	NN	D	NN	NN	-
32. Kazakhstan	NN	NN	NN	NN	NN	ND	ND	NN	-
33. Latvia	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-

<sup>4</sup> Updated from the provisional summary in the 2008 ISU report (BWC/MSP/2007/3, Annex II).

<i>State Party</i>	<i>CBM Form</i>								<i>Additional G Information</i>
	<i>A1</i>	<i>A2</i>	<i>B</i>	<i>C</i>	<i>D</i>	<i>E</i>	<i>F</i>	<i>G</i>	
34. Lebanon	-	-	-	-	-	-	-	-	D
35. Libyan Arab Jamahiriya	ND	ND	D	ND	ND	ND	ND	ND	-
36. Liechtenstein	NN	NN	D	NN	NN	NN	NN	NN	-
37. Lithuania	NN	ND	D	ND	ND	NN	ND	NN	-
38. Malta	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN
39. Mexico	D	ND	ND	ND	D	ND	ND	D	-
40. Morocco	D	D	D	-	-	D	D	D	-
41. Netherlands	D	D	D	D	D	D	D	D	-
42. New Zealand	D	D	D	D	D	D	D	D	-
43. Slovakia	NN	ND	D	NN	D	NN	NN	NN	-
44. Slovenia	D	D	D	ND	ND	D	D	ND	-
45. South Africa	NN	D	D	NN	NN	NN	NN	NN	-
46. Spain	D	D	D	ND	D	NN	ND	NN	-
47. Sweden	D	D	D	D	ND	D	D	D	-
48. Switzerland	NN	D	D	NN	D	NN	NN	NN	-
49. Thailand	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	-
50. Turkey	D	NN	D	NN	D	D	NN	NN	-
51. Ukraine	D	ND	D	D	D	D	ND	D	-
52. United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	D	D	D	NN	D	D	NN	D	-
53. United States of America	D	D	D	D	NN	NN	NN	D	-
54. Uzbekistan	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	-
55. Nigeria	ND	ND	D	ND	ND	ND	ND	D	-
56. Norway	NN	NN	ND	NN	NN	NN	NN	D	-
57. Poland	NN	NN	D	D	NN	NN	ND	ND	-
58. Portugal	D	D	D	ND	ND	NN	NN	NN	-
59. Qatar	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
60. Republic of Korea	D	ND	D	ND	ND	D	ND	D	-
61. Romania	D	D	D	D	D	D	ND	D	-
62. Russian Federation	D	D	ND	D	D	D	NN	NN	-



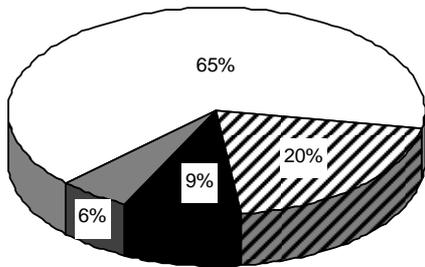
Numbers and percentages of States Parties participating in the BWC confidence-building measures since their introduction in 1987.



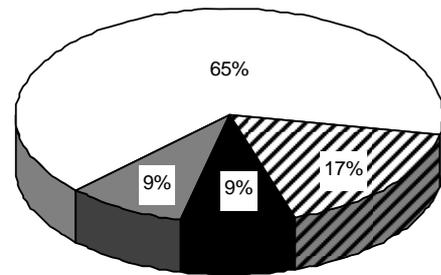
BWC confidence-building measure submissions by month in 2009

The following charts show the rates of participation for 2009 in each of the CBM forms:

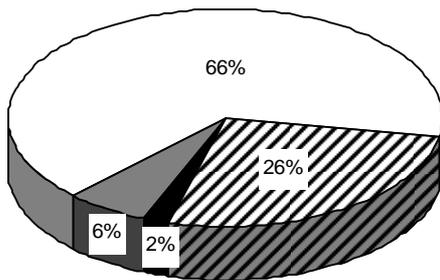
- ▨ Declaration Submitted
- Nothing New to Declare
- Nothing to Declare
- No Information Provided



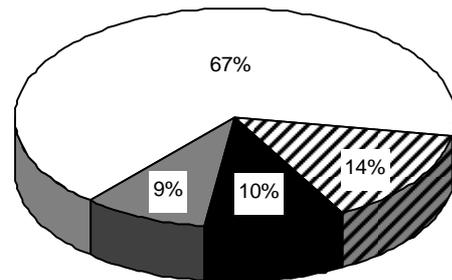
BWC CBM Returns for Form A1 in 2009



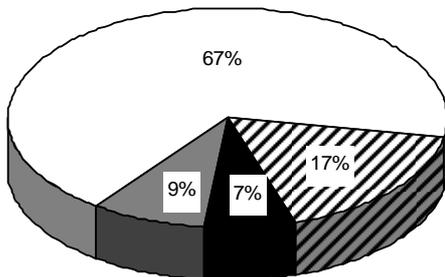
BWC CBM Returns for Form A2 in 2009



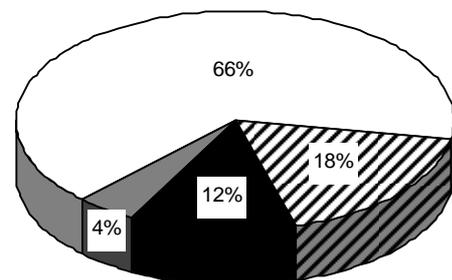
BWC CBM Returns for Form B in 2009



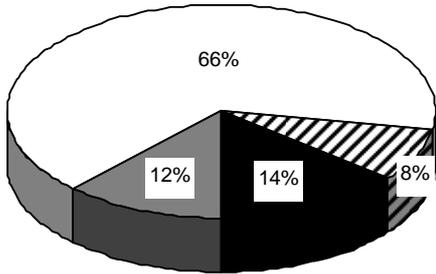
BWC CBM Returns for Form C in 2009



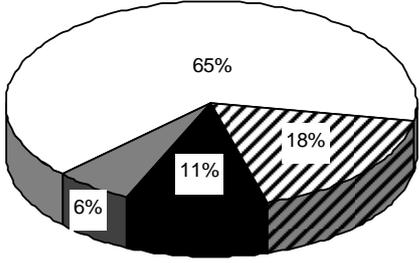
BWC CBM Returns for Form D in 2009



BWC CBM Returns for Form E in 2009



BWC CBM Returns for Form F in 2009



BWC CBM Returns for Form G in 2009